

Bangladesh : après l'effondrement d'un immeuble, interrogations sur la présence de sociétés occidentales

lundi 29 avril 2013, par Le Monde.fr (Date de rédaction antérieure : 28 avril 2013).

Sommaire

- [Le propriétaire de l'immeuble](#)
- [Effondrement d'un immeuble au](#)

Quatre jours après l'effondrement d'un immeuble de huit étages contenant des ateliers dans la banlieue de la capitale Dacca, au Bangladesh, le pays est toujours en état de choc. Un dernier bilan après cet accident industriel, le pire qu'ait connu le pays, fait état de 376 morts et plus de 900 disparus. Près de 2 500 personnes sont sorties vivantes des décombres du Rana Plaza, mais l'espoir de retrouver des survivants s'amenuise. Dimanche, alors que les sauveteurs pensaient avoir trouvé « *une femme qui était, croyons-nous, la dernière survivante* », un incendie a éclaté, tuant la potentielle miraculée.

Selon les premiers éléments de l'enquête, l'immeuble avait été bâti sur un sol instable et sans les autorisations nécessaires, et plus de 3 000 ouvriers, majoritairement des jeunes femmes, y ont été envoyés quelques heures avant l'effondrement, malgré les avertissements concernant la fragilité du bâtiment.

Après plusieurs jours de recherche, la police a arrêté plusieurs personnes, notamment deux ingénieurs, deux dirigeants d'un atelier et le propriétaire de l'immeuble, appréhendé à la frontière indienne. Elle est toujours à la recherche du copropriétaire, un industriel espagnol du nom de David Mayor.

Le suspect est également directeur général de Phantom-Tac, une société conjointe à parts égales entre Phantom Apparels (Bangladesh) et Textile Audit Company (Espagne). M. Mayor devrait notamment donner davantage de détails sur le fonctionnement des ateliers, et sur les compagnies occidentales qui y étaient présentes.

BENETTON ET CARREFOUR NIENT TOUT LIEN AVEC LES ATELIERS

Depuis l'effondrement de l'immeuble, la présence de plusieurs marques de vêtements a été constatée. Certaines, comme la société espagnole Mango ou la britannique Primark, ont admis avoir passé des commandes dans ces ateliers. D'autres démentent fermement toute présence. C'est le cas de Benetton, qui assure que « *les gens concernés dans l'effondrement de l'atelier au Bangladesh n'étaient pas des fournisseurs de Benetton* ». Pourtant, une photographie circule montrant de chemises bleues étiquetées « United Colors of Benetton » à l'endroit où le sous-traitant New Wave Bottoms, qui cite la marque au nombre de ses clients sur son site, avait ses ateliers avant la catastrophe.

Le groupe n'a pas non plus répondu à une première demande concernant une copie de documents fournie par la Fédération des ouvriers du textile au Bangladesh portant mention d'une commande de

30 000 articles en septembre 2012. Des étiquettes destinées à la marque américaine de prêt-à-porter féminin Cato ont également été retrouvées sur place.

L'ONG Clean Clothes Campaign, qui défend les ouvriers du textile à travers le monde, affirment que des étiquettes de la marque européenne C & A ont aussi été retrouvées. La société assure ne plus avoir de lien avec des fabricants basés au Rana Plaza depuis octobre 2011. Selon Clean Clothes Campaign, le britannique Bon Marché, l'espagnol Corte Ingles et le canadien Joe Fresh ont reconnu leurs liens avec les ateliers. En revanche, Carrefour a démenti tout lien avec « *des entreprises qui étaient en activité dans cet immeuble* » alors que la Fédération des ouvriers du textile et de l'industrie au Bangladesh dit avoir retrouvé dans les décombres des étiquettes de la marque « Tex ».

PÉTITION ET MANIFESTATIONS EN GRANDE-BRETAGNE

La colère contre la négligence qui a conduit au drame a provoqué de violentes manifestations depuis mercredi au Bangladesh, deuxième exportateur textile mondial derrière la Chine. Dimanche toutefois, les rues de Dacca étaient calmes. L'opposition appelle à une grève nationale le 2 mai pour protester contre cet accident industriel particulièrement meurtrier, le troisième en cinq mois. Le secteur du textile emploie 3,6 millions de personnes dans le pays, pour la plupart des femmes, dont certaines gagnent l'équivalent de 30 euros par mois.

En Grande-Bretagne, la présence de marques occidentales a été critiquée. Une manifestation a eu lieu devant un magasin Primark à Londres, et une pétition a été mise en ligne pour exiger des sociétés impliquées dans ces ateliers une compensation pour les familles des victimes. L'ONG ActionAid a également lancé une campagne pour que les consommateurs paient volontairement une « *taxe sur les t-shirts* » pour venir en aide aux familles touchées. « *Il me semble que nous avons une obligation morale d'aider*, explique au *Guardian* Victoria Butler-Cole, à l'origine de l'action. *Tout le monde possède un vêtement fabriqué au Bangladesh. Ce n'est pas seulement la faute des compagnies qui vendent ces vêtements* ».

* Le Monde.fr | 28.04.2013 à 19h56 • Mis à jour le 29.04.2013 à 07h33.

Le propriétaire de l'immeuble effondré au Bangladesh arrêté à la frontière indienne

Selon des sources gouvernementales, le propriétaire de l'immeuble Rana Plaza, dont l'effondrement mercredi 24 avril dans la banlieue de Dacca a fait 376 morts et 900 disparus aurait été arrêté alors qu'il tentait de fuir vers le Bengale occidental (Inde). Mohammed Sohel Rana a été appréhendé et devrait être ramené dans la capitale du pays par hélicoptère.

La police a de son côté indiqué qu'elle recherchait un industriel espagnol, copropriétaire de l'immeuble de confection, qu'elle considère comme l'un des principaux suspects dans l'enquête. David Mayor est le directeur général de Phantom-Tac, une société conjointe à parts égales entre Phantom Apparels (Bangladesh) et Textile Audit Company (Espagne), installée sur plus de 2 000 m² dans l'immeuble effondré, selon le site Internet de la société.

MARQUES OCCIDENTALES

Un photographe de l'AFP a pris des clichés de chemises bleues étiquetées « United Colors of Benetton » à l'endroit où le sous-traitant New Wave Bottoms, qui cite Benetton au nombre de ses clients sur son site Internet, avait ses ateliers avant la catastrophe. Sollicitée par l'AFP, la marque italienne n'a pas immédiatement réagi à ces informations dimanche. Benetton avait déjà affirmé après l'accident que « *les gens concernés dans l'effondrement de l'atelier au Bangladesh n'étaient pas des fournisseurs de Benetton* ». Le groupe n'avait pas répondu à une première demande concernant une copie de documents fournie par la Fédération des ouvriers du textile au Bangladesh portant mention d'une commande de 30 000 articles en septembre 2012.

L'immeuble qui s'est effondré abritait cinq ateliers de confection notamment liés à la marque espagnole Mango et au britannique Primark, seules enseignes à avoir confirmé leurs relations avec des ateliers du Rana Plaza. L'AFP a par ailleurs trouvé sur le site des étiquettes destinées à la marque américaine de prêt-à-porter féminin Cato.

Le groupe de défense des ouvriers du textile, Clean Clothes Campaign, basé à Amsterdam, a pour sa part affirmé que des étiquettes de la marque européenne C & A avaient été retrouvées. C & A a dit à l'AFP ne plus avoir de lien avec un fabricant basé au Rana Plaza depuis octobre 2011.

Selon l'ONG, le britannique Bon Marché, l'espagnol Corte Ingles et le canadien Joe Fresh – marque de confection vendue dans les supermarchés Loblaw – ont également confirmé leurs liens avec les ateliers du Rana Plaza.

Mis en cause par des militants de la Fédération des ouvriers du textile et de l'industrie au Bangladesh ayant retrouvé dans les décombres des étiquettes de la marque « Tex » du groupe Carrefour, le français a assuré de son côté qu'« aucune des entreprises qui étaient en activité dans cet immeuble ne fait partie de notre liste de fournisseurs au Bangladesh ».

Mango a admis avoir passé des commandes pour 25 000 articles, précisant qu'il s'agissait toutefois d'échantillons. Walmart a de son côté dit enquêter sur des accusations selon lesquelles il avait des fournisseurs basés au Rana Plaza.

* Le Monde.fr avec AFP et AP | 28.04.2013 à 12h28 • Mis à jour le 28.04.2013 à 19h58.

Effondrement d'un immeuble au Bangladesh : des propriétaires d'ateliers arrêtés

La police du Bangladesh a annoncé samedi 27 avril l'arrestation de deux propriétaires d'ateliers de confection situés dans l'immeuble de huit étages qui s'est effondré mercredi près de Dacca, faisant au moins 324 morts selon un nouveau bilan. Une procédure pour « décès due à la négligence » a été ouverte contre « Bazlus Samad, le président [de] New Wave Buttons et New Wave Style, et Mahmudur Rahaman Tapash, directeur général de l'un de ces ateliers ».

D'après le premier ministre bangladais, Sheikh Hasina, les salariés ont été contraints de retourner travailler malgré les fissures apparues la veille dans l'immeuble. « *Ceux qui sont impliqués, en particulier le propriétaire qui a forcé les ouvriers à travailler là, doivent être punis* », a affirmé le chef du gouvernement. Selon un responsable de New Wave Style, son patron avait consulté un ingénieur mais avait ensuite ignoré ses avertissements.

Le bilan des victimes s'est alourdi samedi après la découverte par les sauveteurs de plusieurs corps sous les décombres, a indiqué le chef adjoint de la police. Des survivants ont néanmoins été retrouvés dans la nuit. « *Deux d'entre eux viennent juste d'être retirés vivants* » des décombres, près de soixante-dix heures après la catastrophe, a-t-il expliqué.

* Le Monde.fr avec AFP | 27.04.2013 à 04h03 • Mis à jour le 28.04.2013 à 19h58.
